

Soulèvements Populaires et Stabilité Politique en République Démocratique du Congo:

Scenarios à l'horizon 2018

CHRONOLOGIE DE LA CRISE PRE-ELECTORALE



2015

Janvier

L'Assemblée nationale adopte une modification de la loi électorale pour le recensement permanent des électeurs au lieu de l'enregistrement périodique.

Manifestations contre la proposition de modification de la loi électorale à Kinshasa, Goma, Bukavu et Lubumbashi
>> 30 morts.
SMS et internet mobile coupé pendant 20 jours
>> La proposition est retirée



Mars

Séminaire de Filimbi et Lucha à Kinshasa pour une mobilisation pacifique > arrestation de 26 participants.



Septembre

Lettre ouverte au président de la République de 7 partis politiques de la majorité présidentielle qui dénoncent «les velléités de révision ou de changement de constitution»
>> exclusion immédiate de ces 7 partis.



Novembre

Moïse Katumbi Chapwe quitte le parti présidentiel PPRD.

Ordonnance de Joseph Kabila convoquant les assises du dialogue politique.

Decembre

Création du Front citoyen 2016 -- une plate-forme réunissant la société civile et l'opposition politique, qui vise à obliger le gouvernement à respecter la constitution et à tenir les élections présidentielles et législatives avant fin 2016.



2016

Mars

Le G7 désigne Katumbi comme son candidat à la présidence de la République.



Avril

Edem Kodjo est nommé facilitateur du dialogue par l'Union Africaine

Les sièges de deux partis membres du G7 sont attaqués ou brûlés à Lubumbashi

Manifestation de soutien à Katumbi est dispersée par la police à Lubumbashi avec gaz lacrymogènes.
>> 4 arrestations suivent.

Mai

Ouverture d'une enquête contre Katumbi
>> Katumbi est placé sous mandat d'arrêt provisoire et autorisé par le parquet à recevoir des soins à l'étranger.



Katumbi quitte la RDC.

Juin

Création d'un groupe de soutien à la facilitation en RDC.

L'opposition se réunit au conclave de Bruxelles > création de la plateforme le 'Rassemblement', signature d'un acte d'engagement avec ces exigences avant tout dialogue :

- respect de la constitution & lancement du processus électoral
- arrêt des poursuites judiciaires contre les membres de l'opposition
- libération de l'espace médiatique
- libération des prisonniers politiques
- départ de Kabila du pouvoir le 19 décembre 2016 au plus tard.



Katumbi est condamné à 3 ans de prison pour une affaire de spoliation immobilière, ce qui le rend inéligible durant cette période.

Juillet

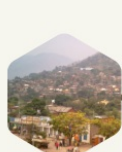
Retour de Tshisekedi à Kinshasa.

Le Rassemblement rejette le facilitateur Edem Kodjo pour avoir convoqué le dialogue sans que ces conditions soient remplies. Le facilitateur de l'UA lance officiellement le début du processus de dialogue politique.

Aout

La CENI annonce un « délai de 16 mois et 1 jour » pour finaliser l'enregistrement des électeurs, soit de mars 2016 à juillet 2017 a minima.

SCENARIO 1: USURE & ENLISEMENT



Le blocage politique se maintient, une partie de l'opposition restant campée sur ses positions.

L'insécurité continue dans l'est du pays.



La poussée inflationniste s'accroît sur la période, réduisant le pouvoir d'achat des populations.

Les autorités religieuses s'érigent de plus en plus en médiateurs de la crise > les dissensions internes s'accroissent > la jeunesse se détourne durablement de l'Eglise catholique, accusant l'institution de compromission.



Des manifestations ont lieu de manière récurrente, malgré les interdictions du pouvoir, notamment aux moments symboliques (Sept, Nov et Dec 2016).

Ces poussées de colère ne sont pas canalisées: les divergences d'opinion persistent au sein des mouvements étudiants et citoyens et empêchent l'élaboration d'une stratégie commune. Le gouvernement profite de ces antagonismes et tente de récupérer certains cadres de la mobilisation de la jeunesse étudiante, tout en pratiquant une politique de répression violente.



L'opposition politique ne séduit pas. Katumbi hors jeu : son éloignement du pays et l'impossibilité de rentrer écartent de manière durable Katumbi de la scène politique congolaise. Le gouvernement oscille entre signes d'ouverture et dureté.

Enlèvement durable de la situation : essouffement de l'opposition, poussées de colères sporadiques de la rue. Le temps long entame la contestation. Pas de changement majeur à la fin de la période.

SCENARIO 2: LA SPIRALE DU CHAOS



Situation politique trouble où les prises de position sont dictées par les intérêts des élites politiques > creuse la rupture entre les populations et le politique.



Kabila reste impassible au pouvoir. Il maintient une ligne dure: restrictions quasi systématique.



L'insécurité à l'est continue, le pouvoir est tenu pour responsable.

Kabila propose l'état d'urgence



La contestation de la jeunesse déborde les organisations étudiantes et citoyennes. La colère gonfle sur les réseaux sociaux.

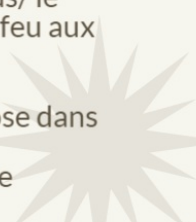
Des manifestations ont lieu dans plusieurs grandes villes du pays malgré les interdictions et la répression.



L'opposition et les autorités religieuses tombent dans le silence.

Un massacre de plus à l'Est du pays/une hausse des prix symbolique/ une action de répression de plus/ le vote de l'Etat d'urgence met le feu aux poudres.

Le cocktail de frustration explose dans la rue. Kabila sent qu'il perd le contrôle de la rue et laisse carte blanche à l'armée.



Pillages généralisés et violences urbaines.
>> La communauté internationale, accusée de complicité avec le pouvoir et du pillage des ressources du pays, est particulièrement ciblée.
>> Déplacements de population au sein de la capitale et des grandes villes du pays
>> Infrastructures saccagées
>> Fermeture des marchés, impact économique majeur.



2018



Kabila reste au pouvoir. Il se présente comme le seul capable de restaurer l'ordre et de redresser le pays.